

Jacques Petit

Curriculum Vitae

➤ Etudes

Collège Notre-Dame-de-Sainte-Croix et Lycée du Mans. Faculté de droit de Paris (Panthéon), Faculté des lettres (Sorbonne) et Sciences Po (rue Saint-Guillaume). Institut d'Administration des Entreprises de Paris.

➤ Diplômes

Maîtrise de droit. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut d'administration des entreprises.

➤ Décorations

Chevalier de la légion d'honneur, Officier de l'ordre national du Mérite et Chevalier du Mérite agricole.

➤ Carrière

Direction financière et contrôle de gestion de la compagnie IBM France (1965-70), Directeur général puis Président directeur général de la Beaujolaise-Végaprix (1970-77), Directeur général puis Président directeur général des établissements Viniprix (1977-91), Administrateur et Vice-président d'EUROMARCHE (1974-91), Vice-président puis Président directeur général de Socadip (1977-91), Président de la commission économique du Conseil National du Commerce (1984-90), membre de la Commission Economique du CNPF (1984-90), Administrateur puis Vice-président de l'Union des Annonceurs (1984-91), Président fondateur de Mercatel (1986-92), Président de l'Association ABCD Entreprise (1985-2000), Vice-président de l'Agence Nationale pour la Création d'Entreprise (ANCE) (1988-97), Président de l'Association des anciens élèves de l'Institut d'études politiques de Paris (1992-95). Président directeur général de Strateg (depuis 1991). Président de la Compagnie Nationale des Experts en Diagnostic d'Entreprises (CNEDE) 1993 - 2008.

➤ Actuellement

Président Directeur Général de STRATEG (depuis 1991), Gérant de LA DORINIENNE, Président d'Honneur de la Compagnie Nationale des Experts Judiciaires en Finance et Diagnostic (CNEJFD), Expert Honoraire près la Cour d'Appel de Paris agréé par la Cour de Cassation : liste nationale en diagnostic d'entreprises.

Médiateur Arbitre agréé par le Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris (CMAP) et membre du Tribunal Arbitral Preconstitué.

Membre de l'Association Franco-chinoise pour le Droit Economique